

Historique du ticket modérateur en France

Mise à jour : Décembre 2009

Réglementation.....	1
Bibliographie	6

Réglementation

Loi du 8 mars 1928 : apparition du mot ticket modérateur dans les débats parlementaires qui ont abouti à la loi de 1928 sur les assurances sociales. Se référant au système allemand, le TM. est le "ticket" de visite représentant la participation du malade aux frais médicaux. Le médecin devait recevoir ce ticket des mains du malade et le remettre à la caisse pour percevoir le montant de ses honoraires. Ce système a été abandonné par la suite, mais le terme demeure.

Loi du 30 avril 1930 : le ticket modérateur correspond à la participation de l'assuré au tarif de responsabilité établi dans les conventions (taux variables selon l'assuré entre 15 % et 20 %). Les bénéficiaires de la législation des pensions militaires en étaient dispensés. Une limitation journalière des frais médicaux et pharmaceutiques était instaurée.

Décret-loi du 28 octobre 1935 : suppression de la limitation journalière ; la participation de l'assuré est fixée à 20 %, sauf pour la part des frais pharmaceutiques excédant 25 F par ordonnance.

Ordonnance du 19 octobre 1945 : une des ordonnances de 1945 créait l'assurance de longue maladie. Une exonération du ticket modérateur a été accordée au malade « atteint d'une affection de longue durée nécessitant un traitement régulier, et notamment l'hospitalisation, ou lorsque son état nécessite le recours à des traitements ou à des thérapeutiques particulièrement onéreuse ».

Cette mesure était guidée par l'attention particulière aux grands malades et la couverture universelle des risques les plus lourds, d'autant qu'à cette époque, peu de personnes bénéficiaient d'une assurance complémentaire.

La liste des affections était limitée à deux au départ.

Loi du 2 août 1949 : exonération du T.M. pour les bénéficiaires d'une rente d'accident du travail.

Décret n° 501-1225 du 21 septembre 1950 : le taux de remboursement des soins infirmiers par l'assurance maladie est fixé à 75 %. Le ticket modérateur est donc de 25 %.

Décret du 20 mai 1955 : il fusionne le régime de l'assurance maladie et le régime d'assurance longue maladie, tout en maintenant le principe d'une exonération ou d'une réduction du ticket modérateur tant pour les assurés sociaux atteints d'une affection longue durée nécessitant un traitement régulier que pour ceux dont l'état nécessite le recours à des traitements particulièrement onéreux. Le T.M. est fixé à 20 %. Il est supprimé en cas d'actes affectés à la Nomenclature générale des actes professionnels d'un coefficient égal ou supérieur à 50, en cas d'affection de longue durée.

Décret du 27 juin 1955 : il subordonne le bénéfice des exonérations du ticket modérateur à la double condition que le malade soit atteint de tuberculose, de maladie mentale, d'affection cancéreuse ou de poliomyélite et qu'il ait interrompu son travail (décret annulé en 1961).

Ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 : augmentation des taux de participation de l'assuré (30 %)

Décret n° 67-925 du 19 octobre 1967 : l'ordonnance prévoit que la participation de l'assuré peut varier selon la catégorie des prestations. Elle précise les cas dans lesquels la participation de l'assuré peut être limitée ou supprimée : hospitalisation, fourniture de certains appareils, affections prolongées et coûteuses inscrites sur une liste, autres affections non inscrites sur la liste, titulaires de l'allocation supplémentaire du Fonds National de Solidarité.

Décret du 18 juin 1968 : taux ramené à 25 %, pour les honoraires des praticiens et auxiliaires médicaux.

Décret du 6 février 1969 complété par celui **du 2 mai 1974** : instauration des 25 maladies exonérantes, puis de la 26ème. La 26ème maladie ne correspond pas à une pathologie définie, mais à des conditions particulières d'attribution de l'exonération.

Décrets du 4 février 1977 et du **10 juin 1977** : modification des taux de participation

- 35 % pour les frais d'honoraires des auxiliaires médicaux autres que les infirmiers ;
- 30 % pour tous les autres frais , y compris les frais de transport ;
- exonération du ticket modérateur pour les médicaments reconnus comme irremplaçables, et instauration d'un ticket modérateur de 60 % pour les médicaments principalement destinés au traitement des troubles ou affections sans caractère habituel de gravité (vignette bleue).

Décret n° 80-24 du 15 janvier 1980 : instauration du ticket modérateur d'ordre social. Il fixe les limites de l'intervention des organismes pratiquant une assurance complémentaire du risque maladie.

Décret n° 81-962 du 21 octobre 1981 : suppression du ticket modérateur d'ordre social.

Décret n° 85-652 du 29 juin 1985 : Augmentation du ticket modérateur à 35 % pour les soins infirmiers et la biologie

Décrets n° 86-1378, 86-1379 et n° 86-1380 du 31 décembre 1986 : suite au plan Seguin de rationalisation des dépenses : suppression de la 26ème maladie et instauration de la liste des 30 maladies. Limitation de l'exonération du ticket modérateur aux seuls soins relatifs à l'affection en cause. Extension à tous les malades, exonérés ou non du T.M. de la participation de 60 % concernant les médicaments courants destinés au traitement des troubles ou affections sans caractère habituel de gravité à l'exception des maladies longues et coûteuses, des pensionnés militaires, des enfants ou adolescents handicapés et des titulaires d'une rente d'accident de travail d'incapacité au 2/3.

Le plan Seguin instaure l'ordonnancier bi-zone, destiné à séparer les prescriptions remboursées à 100 % des autres prescriptions sans rapport avec l'affection longue durée, remboursées au tarif habituel, et prises en charge par une éventuelle assurance complémentaire.

Décret 86-1376 du 31 décembre 1986 : Suppression de l'exonération du ticket modérateur en cas d'arrêt de travail de plus de 3 mois.

Décret 87-39 du 27 janvier 1987 limitant l'exonération aux seuls frais d'hospitalisation et supprimant la possibilité d'additionner le coefficient de l'intervention avec celui de l'anesthésie.

Décret n° 88-916 du 7 septembre 1988 : suppression de la participation de l'assuré pour tout traitement en rapport avec la maladie exonérante (remboursement à 100 % des médicaments à vignette bleue). Possibilité d'exonération du ticket modérateur en cas de maladie comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse, ne figurant pas dans la liste des 30 maladies (Affections hors liste), ou en cas d'associations de plusieurs maladies entraînant un état pathologique invalidant (polypathologie).

Ce sont les ALD 31 et 32.

Il n'y a pas une liste précise des affections hors-liste. C'est un ensemble de critères, qui permet au médecin-conseil de dire si tel ou tel malade peut être exonéré du ticket modérateur. Les critères sont définis selon l'article .324.1 du code de la Sécurité sociale : toute affection longue, évolutive...nécessitant un traitement supérieur à 6 mois ou un arrêt de travail supérieur à 6 mois.

Pour les polyopathologies, ce sont des ALD ou HL, évolutives et invalidantes. Le médecin-conseil statue en fonction du schéma de Wood (échelle de gravité des maladies) pour passer un malade en exonération complète.

Un protocole inter-régimes d'examen spécial (Pires) est mis en place comme premier instrument d'une gestion des soins au service de la qualité.

Décret n° 93-676 du 27 mars 1993 portant modification de la liste des 30 maladies comportant un traitement prolongé et une thérapeutique coûteuse, mentionnées à l'article L-322-3 pour permettre la prise en charge à 100 % par l'assurance maladie des soins liés à l'infection par le VIH et ce dès la séroconversion.

Décret n° 93-965 du 29 juillet 1993 et décret n° 93-1089 du 15 septembre 1993 : augmentation des taux de participation des assurés au financement des soins, 30 % (au lieu de 25 % pour les honoraires des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes ; 40 % (au lieu de 35 %) pour les honoraires des auxiliaires médicaux et des analyses. Le taux du ticket modérateur des médicaments augmente également (65 %, 35 %).

Décret n° 93-1021 du 26 août 1993 relatif aux modalités de constatation des soins prescrits aux assurés sociaux atteints d'une affection de longue durée et modifiant le code de la sécurité sociale : il instaure l'ordonnancier bi-zone.

Arrêté du 23 décembre 1993 : il prévoit les modalités de remplissage de l'ordonnancier bi-zone.

Décret n° 94-842 du 26 septembre 1994 : modification de la liste des 30 maladies, qui incorpore les maladies chroniques actives du foie.

Décret n° 2002-594 du 22 avril 2002 : l'intitulé des 30 maladies inscrites a été modifié. Le diabète est admis dès le diagnostic, la sclérose en plaques ne doit plus être invalidante, l'infarctus du myocarde de moins de six mois est remplacé par « maladie coronaire », l'aplasie médullaire par « insuffisances médullaires et autres cytopénies chroniques », l'hémophilie est étendue aux affections constitutionnelles graves de l'hémostase.

Loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie (art. 41) et loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 relative au financement de la Sécurité sociale 2006 (art. 70) : La Haute Autorité de santé joue un rôle essentiel dans le dispositif du TM. Elle a désormais compétence pour proposer l'actualisation de la liste d'exonération. A cette liste sont désormais annexés les critères médicaux opposables utilisés pour la définition de l'affection

de longue durée. Ils sont établis à l'attention des praticiens-conseils et des médecins traitants, et remplacent les recommandations du Haut Comité médical de la Sécurité sociale. Le ticket modérateur peut être proportionnel ou forfaitaire et la loi donne la base juridique à toutes les adaptations en fonction de la nature des soins, des conditions dans lesquelles ils sont dispensés ou des caractéristiques des populations assurées.

Elles précisent la participation forfaitaire de l'assuré dans le financement des soins, et ajoutent aussi au ticket modérateur proportionnel, à partir du 1^{er} janvier 2005, une franchise de un euro par acte ou consultation réalisé hors hospitalisation.

Dans le cadre du parcours de soins, le médecin traitant est au cœur du dispositif de soins, pour inscrire un patient en affection longue durée. Il établit le protocole de soins, conjointement avec le médecin-conseil et le médecin spécialiste. Ce protocole de soins est périodiquement renouvelable, en fonction de l'état de santé du patient ou des avancées thérapeutiques.

La convention médicale signée le 12 janvier 2005 instaurera la rédaction d'une synthèse annuelle à intégrer dans le dossier médical personnel.

Décret n° 2004-1049 du 4 octobre 2004 : il précise les critères médicaux utilisés pour la définition de l'affection de longue durée « affections psychiatriques de longue durée » et ouvrant droit à la limitation ou la suppression de la participation de l'assuré.

Cela concerne les ALD15 (maladie d'Alzheimer et autres démences » et ALD23 (affections psychiatriques).

Décret n° 2008-1364 du 18 décembre 2008 relatif à la majoration de la participation de l'assuré prévue à l'article L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale. : il autorise l'Assurance maladie à fixer l'augmentation du ticket modérateur dans une fourchette de « 37,5 % à 42,5 % » au-delà du taux normal de participation du patient qui est égal à 30 %. Dans ce contexte, l'Union nationale des caisses d'assurance maladie, a proposé pour avis, début janvier 2009, à l'Union nationale des professions de santé (UNPS) et aux complémentaires santé (UNOCAM) de fixer la hausse du ticket modérateur à 40 %, soit précisément le milieu de la fourchette retenue par le gouvernement". Le remboursement des soins passera de 50 % à 30 % pour les 15 % de patients qui n'ont toujours pas déclaré de médecin traitant. Cette proposition n'a pas été concrétisée par la publication d'un décret, semble-t-il.

Décret n° 2008-1440 du 22 décembre 2008 : en attente de la grande réforme, l'exonération est reliée maintenant désormais au protocole de soins. Les conditions pour bénéficier de la 31^e maladie sont définies par deux conditions cumulatives : gravité de la pathologie et coût de son traitement. Reste à préciser pour éviter les contentieux inévitables : le sens de « particulièrement coûteux ».

Arrêté du 14 janvier 2009 : il abroge l'arrêté du 30 décembre 1986 modifié relatif à la prise en charge du ticket modérateur pour le traitement d'une affection grave ne figurant pas sur la liste mentionnée au 3^o de l'article L. 322-3 du code de la sécurité sociale ;

- **Déclassification de la transsexualité de la catégorie ALD 23 – affections psychiatriques de longue durée.** Les caisses d'assurance maladie vont prochainement être saisies sur un projet de décret proposant la suppression des « troubles précoces d'identité de genre » des critères d'admission des affections psychiatriques. La prise en charge de ces patients sera désormais assurée dans le cadre du dispositif des affections de longue durée dites « hors liste » (31^{ème} maladie), comme le proposait la HAS dans son avis rendu, en date du 11 juin 2009. Il n'y aura donc pas de rupture de prise en charge pour ces patients.

<http://www.sante-sports.gouv.fr/actualite-presse/presse-sante/communiques/>

☒ Pour les dispositions générales sur la participation des assurés au financement des soins : se reporter au Code de la Sécurité sociale, articles L322-2 et R322-2 et suivants.
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/RechercheSimpleArticleCode>

☒ Pour les dispositions de dérogation au périmètre de remboursement : se reporter au Code de la Sécurité sociale, article L162-17-2-1.
<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/RechercheSimpleArticleCode>

☒ Les textes de loi sont consultables sur legifrance : <http://www.legifrance.gouv.fr/>
A partir de 1947.

Cas spécifique : le ticket modérateur forfaitaire de 18 euros

Extrait de : [Règles de facturation des soins dispensés dans les établissements de santé](#)
Site du Ministère chargé de la santé

Le ticket modérateur forfaitaire (TMF) de 18 € remplace, depuis le 1er septembre 2006, le dispositif d'exonération totale du ticket modérateur qui était applicable aux actes diagnostiques ou thérapeutiques¹, **dont le** tarif est égal ou supérieur à 91€ dans la classification commune des actes médicaux (CCAM) ou dont **le** coefficient est égal ou supérieur à 50 dans la nomenclature générale des actes professionnels (NGAP). Désormais, une participation de 18 € est mise à la charge des assurés sociaux lorsque ces actes leur sont dispensés, en soins externes ou au cours d'une hospitalisation.

Textes de référence

► Code de la sécurité sociale (CSS).

-
Article [L.174-4](#) relatif à l'imputation du forfait journalier hospitalier sur le ticket modérateur.

-
Articles [L.322-2](#) et [L.322-3](#) relatifs à la participation de l'assuré aux frais de maladie.

-
Article [R.322-8](#) relatif au ticket modérateur forfaitaire de 18 € et aux cas d'exonération du ticket modérateur.

► Code de l'action sociale et des familles (CASF).

-
[Articles L.251-1 et suivants](#), relatifs à l'aide médicale Etat et [L.254-1](#) relatif aux soins urgents.

► Circulaires

-
[Circulaire DHOS/F4/DSS/SD2A/2004/08 du 8 janvier 2004](#) relative à la mise en oeuvre du décret n°2003-1207 du 18 décembre 2003 sur la participation de l'assuré aux frais de soins.

-
[Circulaire DSS/DHOS/2006/290 du 3 juillet 2006](#) relative à la mise en oeuvre dans les établissements de santé du ticket modérateur forfaitaire pour les actes qui sont affectés d'un coefficient supérieur à 50 ou dont le tarif est égal ou supérieur à 91 €.

Bibliographie

➤ Aspects réglementaires :

Traité de la Sécurité sociale : tome II (titre IV, chapitre III, sous-chapitre X)

Code de la Sécurité sociale, code de la Mutualité (Dalloz)
En ligne sur legifrance : <http://www.legifrance.gouv.fr/>

Droit de la Sécurité sociale (J.J. Dupeyroux – Dalloz)

Revue médicale de l'assurance maladie

- N° 2 (1994) : Enquêtes statistiques concernant les maladies donnant lieu à l'exonération du ticket modérateur
- N° 2 (1982) : Critères d'exonération du ticket modérateur
- N° 4 (1983) : Recommandations du Haut comité médical de la Sécurité sociale au sujet de l'exonération de participation des assurés
- N° 1 (1987) : Bilan de 25 ans des travaux du HCMSS
- N° 1 (1988) : Les trente maladies
- N° 3 (1989) : Actualisation 1989 des recommandations du HCMSS
- N° 1 (1990) : Maladies de longue durée et plan de rationalisation des dépenses
- N° 3 (1990) : Recommandations du HCMSS
- N° 1 (1992) : Recommandations du HCMSS

Carnets statistiques de la Cnamts : le régime général en...

<http://www.ameli.fr/l-assurance-maladie/statistiques-et-publications/donnees-statistiques/carnets-statistiques.php>

➤ Etudes ou articles :

Ministère chargé de la santé (2009). [Guide des règles de facturation des soins dispensés dans les établissements de santé](#). Paris : Ministère chargé de la santé : 2009.

(2009). Affections de longue durée. Liste et critères médicaux d'admission. Avis 2009 : St Denis la Plaine : HAS.

(2009). Nouvelles prises en charge en affection de longue durée de la liste (ALD 30) en 2008. -26p.

(2009). [Rapport du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie 2009](#) : Paris : HCAAM.

(2009). [Les affections de longue durée : améliorer leur prise en charge](#). *Bimsa (Le)*, (90) : 17-25.

(2009). Lorsque la dépense remboursée par le régime obligatoire augmente, le reste à charge des assurés diminue-t-il ? Une étude de la Mutualité contredit les idées reçues. *Revue de Presse de L' Afim*, (3515) : 2-4.

Dourgnon P. (2009). Accès aux soins et logique de responsabilisation des patients, In : Le bouclier sanitaire : renforcement ou rupture du pacte de 1945 ? Actes du colloque Chaire Santé. Paris : Les Presses de SciencesPo : Paris : Editions de santé

Elbaum M. (2009), Participation financière des patients et équilibres de l'assurance maladie. *Traité d'économie et de gestion de la santé*. Paris : Editions de Santé ; Paris : SciencesPo

(2009). Les affections de longue durée : améliorer leur prise en charge. *Bimsa (Le)*, (90) : 17-25.

(2008). Etude sur les personnes en affection de longue durée : Quelles évolutions en 2007 ? *Point d'Information (Cnamts)*, 5p.

Cuerq A., Paita M., Ricordeau P. (2008). Les causes médicales de l'invalidité en 2006. *Points de Repère*, (16) : -8p.

Door J.P. (2008). Rapport d'information sur les affections de longue durée. Rapport d'information ; 1271. Paris : Assemblée Nationale.

Elbaum M. (2008). Participation financière des patients et équilibre de l'assurance maladie. *Lettre de l'Ofce : Observations et Diagnostics Economiques*, (301) : -8p.

Houssin D. (2008). Réformer les ALD. *Tableau de Bord*, (681) : 3.

Paita M., Weill A. (2008). Les personnes en affection de longue durée au 31 décembre 2007. *Points de Repère*, (20) : 8.

Vallier N. (2008). Les maladies chroniques psychiatriques et neurologiques des enfants et adolescents en France : prévalence des affections de longue durée. *Points de Repère*, (18) : 1-8.

Expert A. (2007). Les disparités géographiques de consommation d'indemnités journalières en maladie. *Points de Repère*, (11) : 12, graph.

Matt J.L. (2008), La protection sociale en France. In : la protection sociale en France : les notices mises à jour en 2008. Paris : La documentation française.

Ecalte F. (2008/04), Le bouclier sanitaire en France, *Futuribles*, 340 : 5-16

Prieur C. (2008), Dépenses de santé : pourquoi ne pas dire la vérité aux Français. *Sève : les Tribunes de la santé* (18) : 95-104

(2008). Rapport du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie 2007. Paris : HCAAM.

Haute Autorité de santé (2007/12). Affections de longue durée : liste et critères médicaux d'admission : avis 2007. Paris : HAS. http://www.has-sante.fr/portail/display.jsp?id=c_611969

(2007). Affections de longue durée : dispositif actuel, le temps est compté. *Concours médical*, 129 (35-36) : 1257-1275.

(2007). Rapport du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie 2007 : Paris : HCAAM.

Bras P.L., Grass E., Obrecht O. (2007). En finir avec les affections de longue durée (ALD), plafonner les restes à charge. *Droit Social*, (4) : 463-471.

Briet R., Fragonard B., Lancry P.J. (2007). Mission bouclier sanitaire : Paris : Mission Bouclier Sanitaire.

Perrot P., Weill A., Vallier N. (2007). Les affections de longue durée. *Actualité et Dossier en Santé Publique*, (59) : 17-60.

(2006). Nouvelles prises en charge en affection de longue durée de la liste (ALD 30) en 2005 : Paris : CNAMTS.

(2006). Fréquence des affections de longue durée (ALD 30) au régime général : premiers résultats de l'étude "fréquence et coût des ALD" : Paris : Cnamts.

(2004). Rapport du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie : 2 volumes : Paris : Ministère chargé de la santé.

(2004). L'évolution récente des deux composantes de la consommation médicale, la fréquence et l'intensité des consommations : vers une analyse conjoncturelle des comportements - L'activité et les honoraires des professionnels de santé en 2003 - La consommation médicale des bénéficiaires de la CMU complémentaire - L'évolution de la consommation médicale des patients atteints d'une affection de longue durée entre 2000 et 2002. *Point de Conjoncture (Cnamts), (29-30)*.

(2004). Les affections de longue durée de la liste (ALD 30) en France de 1990 à 2002 : Paris : Cnamts.

(2004). Rapport du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie : 23 janvier 2004. Paris : La Documentation Française.

Bras J.L. (2004). Déficit de l'assurance maladie : dérembourser ou prélever ? *Droit Social*, (6) : 645-655.

Fender P., Ricordeau P., Weill A., Vallier N., Chinaud F. (2004). Incidences médico-sociales des ALD 30 en 1999 : données du régime général de l'assurance maladie : Paris : Cnamts.

Chadelat J.F. (2003). La répartition des interventions entre les assurances maladie obligatoires et complémentaires en matière de dépenses de santé : Paris : MSSPS, Paris : La documentation française.

(2002). ALD 30 : affections longue durée exonérantes : recommandations : actualisation avril 2002. Les guides de l'assurance maladie. Paris : CNAMTS

Dourgnon P., Sermet C. (2002). La consommation de médicaments varie-t-elle selon l'assurance complémentaire ? Rapport CreDES. Paris : CREDES.

(2001). Panier de biens et services de santé : du concept aux modalités de gestion : rapport à la Conférence Nationale de la Santé 2001 : Paris : Haut Comité de la Santé Publique.

Chabaud S., Collombet C. (2001). Le panier de biens et services médicaux remboursés par l'assurance maladie obligatoire et complémentaire : d'une réalité implicite à une redéfinition explicite. Mémoire 39^{ème} promotion du CNESSS. Saint-Etienne : CNESSS.

Chabaud S., Collombet C. (2001). Le panier de biens et services médicaux remboursés par l'assurance maladie obligatoire et complémentaire : d'une réalité implicite à une redéfinition explicite. Mémoire 39^e promotion du CNESSS. Saint-Etienne : CNESSS.

Durand-Zaleski I., Vedel I. (2001). Le choix des soins garantis par l'assurance maladie obligatoire : recommandations : Paris : IEPS ; Médecine Sciences Flammarion.

Johanet G., Allemand H., Fender P. (2001). Incidences médico-sociales des 30 affections de longue durée de la liste (ALD 30) en 1998. Nouvelles déclarations 1998. *Etudes et Enquêtes Cnamts/Ensm*, 155p.

(2000). Panier de biens et services de santé : première approche : rapport à la Conférence nationale de la santé 2000 : Paris : Haut Comité de la Santé Publique.

(2000). Le panier de biens et services de santé : première approche - Rapport adressé à la Conférence nationale de santé et au Parlement. Collection Avis et Rapports. Rennes : Editions ENSP.

Biales M., Casciano S., Davigo P., Guely P.S., Hacquard S. (2000). Maîtrise médicalisée, maîtrise comptable des dépenses de santé : problématique, méthodes, faisabilité. Mémoire de fin d'études ; 38ème promotion, 1999-2000. Saint-Etienne : CNESSS.

Geoffard P.Y. (2000). Dépenses de santé : l'hypothèse d'"aléa moral". *Economie & Prévision*, (142) : 123-135.

Johanet G., Allemand H., Weill A., Vallier N. (2000). Incidences médico-sociales des 30 affections de longue durée de la liste (ALD 30) en 1997. Nouvelles déclarations 1997. *Etudes et Enquetes Cnamts/Ensm*, 133p.

(1999). Concentration des dépenses d'assurance maladie et montant des remboursements individuels : année 1995 : Paris : CNAMTS.

Bureau D., Plassart A. (1999). Comment réguler les dépenses de santé ? In : Emploi et protection sociale. *Cahiers Français*, (292) : 85.

Fender P.F., Paita M., Ganay D., Benech J.M. (1997). Prévalence des trente affections de longue durée pour les affiliés au Régime général de l'Assurance Maladie en 1994. *Revue d'Epidemiologie et de Sante Publique*, 45 (6) : 454-464.

Boisselot P. (1996). Exonération du ticket modérateur et protection complémentaire. *Solidarite Sante - Etudes Statistiques*, (3) : 82-91.

Jacobzone S. (1996). Les politiques de santé face aux propriétés incitatives et redistributives des systèmes d'assurance-maladie. In : Economie de la protection sociale : assurance, solidarité, gestion des risques. *Economie et Statistique*, (291-292) : 49-70.

Lancry P.J. (1995). Le financement de la santé en France. In : Le financement de la santé. *Revue d'Economie Financière*, (34) : 167-181.

Merliere J. (1995). Qui consomme quoi ? Les remboursements de soins de santé du régime général en 1992 selon les caractéristiques des bénéficiaires. *Bloc Notes Statistique*, (74) : 101p.

Rey J.P. (1995). Critique du ticket modérateur en assurance maladie. Thèse de Doctorat en droit de la Sécurité sociale.

Rey J.P. (1995). Critique du ticket modérateur en assurance maladie. *Revue Française des Affaires Sociales*, 49 (4) : 107-122.

Rochaix L. (1995). Le financement par les particuliers : la boîte de Pandore. In : Le financement de la santé. *Revue d'Economie Financière*, (34) : 197-227.

Sermet C. (1995). Les exonérés du ticket modérateur : caractéristiques sociodémographiques, consommations médicales : France 1991-1992. Rapport CreDES. Paris : CREDES.

Grandfils N. (1994). Prestations, santé et protection sociale : une approche socio-économique - première exploitation de deux enquêtes jumelées EPAS-ESPS 1988. Rapport Credes. Paris : CREDES.

Bocognano A., Lecomte T. (1993). Consommation médicale et taux de remboursement de l'assurance maladie obligatoire. Rapport Credes. Paris : CREDES.

Levy E., Le P.C., Rochaix L. (1993). Responsabiliser... autrement. De la participation individuelle au financement des soins médicaux. *Cahiers du C.E.R.E.S.A.*, (9) : 79p.

Van D.E., Wagstaff A., Rutten F. (1993). Equity in the finance and delivery of health care : an international perspective : Oxford : Oxford university press

Venere U. (1993). L'exonération du ticket modérateur à titre individuel. *Point Stat* : 1-4

Bocognano A. (1992). Evolution de la protection sociale entre 1980 et 1990. Rapport Credes. Paris : C.R.E.D.E.S.

Wagstaff A., Van D.E. (1992). Equity in the finance of health care : some international comparisons. *Journal of Health Economics*, 11 (4) : 361-387.

(1991). Exonération du ticket modérateur : Paris : C.N.A.M.T.S.

Oder R., Morel G., Benech J.M. (1990). Maladies de longue durée et plan de rationalisation des dépenses : approche qualitative. *Revue Médicale de l'Assurance Maladie*, (1) : 1-8.

Bernadou M., Labadie J.C., Gachie J.P. (1989). La suppression du ticket modérateur est-elle possible ? *Revue Française des Affaires Sociales*, 42 (3) : 37-47.

Bernadou M., Meynie B., Rey J.P., Robine M., Labadie J.C. (1988). La suppression du ticket modérateur : son intérêt - son coût. *La Revue Française de la Santé Publique*, (41) : 40-43.

(1987). Plan de rationalisation de l'assurance maladie. *Bulletin Officiel du Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale*, (7 bis) : 54p.

Bernadou M., Meynie B., Rey J.P., Robine M. (1987). Dépenses de santé et ticket modérateur : intérêt de sa suppression. *Gestions Hospitalières*, (263) : 15-19.

Rocheffort R. (1986). La part de la dépense de santé à la charge des ménages : regard sur longue période et évolution récente. *Cahiers de Sociologie et de Démographie Médicales*, (2) : 83-110.

Robert P. (1982). Essai d'évaluation des effets du ticket modérateur sur les dépenses de santé. *Revue du Praticien*, (33) : 2253-2257.

(1980). Enquête sur les motifs d'exonération du ticket modérateur en hospitalisation. 3 volumes. Paris : Cnamts.